

ROYAUME DU MAROC
REGION FES MEKNES

REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES N° :09/RFM/2017

***OBJET : TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE
SALLE OMNISPORT COUVERTE AU QUARTIER
LAAOUIJA PREFECTURE DE MEKNES***

**MAITRE D'OUVRAGE : LE CONSEIL DE REGION DE FES –
MEKNES**

sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 2 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 3 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL
D'OFFRES

ARTICLE 4 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 5 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX
CONCURRENTS

ARTICLE 6 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

ARTICLE 7 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANTS LES CAPACITES ET LES
QUALITES DES CONCURRENTS

ARTICLE 8 : OFFRE FINANCIERE

ARTICLE 9: PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES
CONCURRENTS

ARTICLE 10: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

ARTICLE 11: RETRAIT DES PLIS

ARTICLE 12 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES
CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

ARTICLE 13: EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

ARTICLE 14: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 15 : REPARTITION EN LOT

ARTICLE 16: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

ARTICLE 17: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

ARTICLE 18: CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

ARTICLE 19: RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

ANNEXE (1) : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

ANNEXE (2) : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offre de prix ayant pour objet : **TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE OMNISPORT COUVERTE AU QUARTIER LAAOUIJA PREFECTURE DE MEKNES.**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret précité. Toute disposition contraire au décret 2-12-349 est nulle et non avenue. Seuls sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 2 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément à la disposition de l'article 19 du décret n° 2.12.349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- ✓ Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- ✓ Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- ✓ Le modèle de l'acte d'engagement ;
- ✓ Le bordereau des prix et le détail estimatif ;
- ✓ Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- ✓ Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 3 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 du décret n°2.12.349 précité des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres, ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retirés ledit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'ouverture des plis.

Lorsque ces modification nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions du §1-2 de l'article 20 du décret n°2.12.349 précité.

ARTICLE 4 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES.

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret 2-12-349 précité, Le dossier d'Appel d'Offres est remis gratuitement à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'Appel d'Offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de la remise des offres. Lorsque pour une raison quelconque, le dossier d'Appel d'Offres n'est pas remis au concurrent ou à son représentant qui s'est présenté à l'endroit indiqué dans l'avis d'Appel d'Offres, il sera fait application des dispositions du paragraphe 6 de l'article 19 du décret précité.

ARTICLE 5 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATION AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent sera communiqué aux autres concurrents le même jour et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des Marchés de l'Etat.

ARTICLE 6 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret 2-12-349 précité :

1. Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le présent décret, les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme.

2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n°2-12-349.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

ARTICLE 7 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES.

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret 2-12-349 précité, chaque concurrent est tenu de présenter :

A/ Un dossier administratif comprenant :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- ✓ Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, comportant les indications et les engagements précités à l'article 26 du décret n°2.12.349 précité.

- ✓ L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- ✓ Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret 2-12-349 précité.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349 précité:

- a- la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;
- c- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d- le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;
- e- l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B/ Un dossier technique comprenant :

B-1/ Pour les concurrents installés au Maroc.

Conformément aux dispositions du décret N° 2-12-349 du 20 Mars 2013, relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics et les textes le modifiant ou le complétant, il exige des concurrents, la production de la copie légalisée du certificat de qualification et de classification dans le secteur, classe et qualification suivant :

Ancien système :

Secteur	Classe minimale	Qualification
5	3	5-5

Ou Nouveau système :

Secteur	Classe minimale	Qualification
A	3	A2

dispensera le concurrent de la fourniture du dossier technique prévu par l'article 25 du décret n°2-12-349 précité.

NB : Les concurrents disposant d'un certificat de qualification anciennement appliqué et dont la durée de validité n'a pas encore expiré, peuvent participer au présent Appel d'Offres.

B-2/ Pour les concurrents non installés au Maroc

- a- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé.
- b- Les attestations ou leurs copies certifiées conforme à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage conformément à l'Article 25 paragraphe B alinéa 2. Les dites attestation doivent contenir des prestations similaires à l'objet du présent marché (au moins 2 attestations dont le montant dépasse 8.000.000,00 Dh). Les références techniques datées avant 2011 ne seront pas prises en considération.

NB : Toutes les pièces exigées par le dossier d'appel d'offres doivent être originales ou certifiées conformes à l'original.

C/ Pièces complémentaires :

- a) le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;
- b) le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.

ARTICLE 8 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif ;

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix et le détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

A/Contenu des dossiers :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- ✓ Un dossier administratif précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- ✓ Un dossier technique précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- ✓ Pièces complémentaires précitées (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- ✓ Une offre financière comprenant :
 - l'acte d'engagement établi comme il est stipulé au § (a) de l'article 27 du décret n° 2.12.349 précité ;
 - le bordereau des prix et le détail estimatif ;

Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

B/ Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé, cacheté et portant :

- ✓ Nom et l'adresse du concurrent ;
- ✓ L'objet du marché ;
- ✓ La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- ✓ L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient **deux enveloppes** comprenant pour chacune :

- ✓ **La première enveloppe** : le dossier administratif, le dossier technique et les pièces complémentaires. Cette enveloppe doit être fermée, cachetée et porter de façon apparente la mention «dossiers administratif et technique».
- ✓ **La deuxième enveloppe** : l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être fermée, cachetée et porter de façon apparente la mention « offre financière »

ARTICLE 10 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n°2.12.349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- 1/ Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- 2/ Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- 3/ Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis. Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n°2.12.349.

ARTICLE 11 : RETRAIT DES PLIS.

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n°2.12.349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du décret précité. Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n°2.12.349 et rappelées à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 12 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 37, 39 et 40 du décret n° 2.12.349 précité.

ARTICLE 13: EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

L'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'appréciation de leurs capacités juridiques et techniques.

La commission retient le critère pris pour l'attribution du marché. Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière la plus avantageuse est la moins distante.

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n°2.12.349 précité, les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus, resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, pendant ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être effectué, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 15 : REPARTITION EN LOT

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 16 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

ARTICLE 17: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou française.

